



PRÉFET
DU DOUBS

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des
territoires



GESTION ET VALORISATION DES BOUES D'EPURATION DOMESTIQUES : ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE DE FILIERES ALTERNATIVES A L'EPANDAGE AGRICOLE LOCAL

Compte rendu du Comité Technique n°2

Le mercredi 19 novembre 2025 à 10h en visioconférence



1. Liste des participants

NOM Prénom	Organisme	Fonction	Coordonnées
BARTEAU Aurélia	DDT 25	Cheffe du service ERNF	aurelia.barteau@doubs.gouv.fr
MAMET Etienne	DDT 25	Responsable Unité eau	etienne.mamet@doubs.gouv.fr
BETTINELLI Gaël	Département 25	Directeur délégué DDET	gael.bettinelli@doubs.fr
PARRA Stéphane	Département 25	Chef du service Eau et milieux aquatiques	stephane.parra@doubs.fr
VERNIER Benoit	Département 25	Chef du service Espaces naturels, agricoles et forestiers	Benoit.Vernier@doubs.fr
RACINE Hugues	Département 25	Technicien assainissement	hugues.racine@doubs.fr
BEGRAND Dylan	Département 25	Technicien assainissement	dylan.begrand@doubs.fr
CONTURSI Oswald	Département 25	Technicien assainissement	oswald.contursi@doubs.fr
MUTSCHLER Estelle	Région BFC	Chargée de mission déchets – économie circulaire	estelle.mutschler@bourgognefranchecomte.fr
GRANADOS Johann	Agence de l'eau RMC	Chargé d'intervention et référent technique eau et assainissement	johann.granados@eaurmc.fr
CARRERE Camille	ADEME	Ingénieure méthanisation et agriculture	camille.carrere@ademe.fr
CHARRIERE Sylvain	CC Grand Pontarlier	Directeur assainissement et eau	s.charriere@grandpontarlier.fr
BALANCHE Maxime	CC Val de Morteau	Responsable assainissement	maxime.balanche@valdemorteau.fr
COURDIER Sarah	CC Frasne Drugeon	Responsable service eau et assainissement	s.courdier@frasnedrugeon-cfd.fr
DEMOLY Régis	Grand Besançon Métropole	Directeur Eau et Assainissement	regis.demoly@grandbesancon.fr
JEANNEROT Olivier	Grand Besançon Métropole	Chef de service traitement et transfert des eaux	olivier.jeannerot@grandbesancon.fr
VURPILLOT Cyril	Pays de Montbéliard Agglomération	Ingénieur eau et assainissement	Cyril.vurpillot@agglo-montbéliard.fr

FEURTEY Vivien	CC Pays de Maîche	Responsable assainissement	vfeurtey@ccpm-maiche.com
MERCIER Diane	CC Loue Lison	Responsable environnement	D.MERCIER@cclouelison.fr
BOITEUX Denis	CC Pays de Sancey– Belleherbe	Elu communautaire	mairiedesurmont@orange.fr
ROUSSOT Anne	CC Doubs Baumoï	Responsable eau et assainissement	aroussot@doubsbaumoï.org
SOUDIERE Claire	CC Deux Vallées Vertes	Responsable adjointe eau et assainissement	Claire.soudiere@cc2vv.fr
MARQUIS David	SIE Val de l'Ognon	Directeur	David.MARQUIS@valdelognon.fr
VUITTON Valérie	Fédération Régionale des Coopératives Laitières Massif Jurassien	Chargée de mission	vvuitton@frcl.massif-jurassien.fr
GAILLARD Vincent	ASCOMADE	Directeur	direction@ascomade.org
GUILLOT Kévin	VEOLIA	Chargé d'affaire	kevin.guillot@veolia.com
MULLER Océane	CIA 25–90	Chargé de mission valorisation agricole des déchets	omuller@agridoubs.com
LOPES Clément	Alliance Environnement exploitation	Responsable étude assainissement	c.lopes@alliance-env.fr

2. Introduction de la réunion

Stéphane PARRA (Département 25) rappelle le contexte de réalisation de cette étude. Celle-ci fait suite à une première étude achevée fin 2023. Cette dernière avait permis de définir les volumes de production de boues sur la période 2016–2021, leurs caractéristiques ainsi que les exutoires possibles. La tranche optionnelle n'avait pas été engagée, afin de laisser le temps aux EPCI de se positionner sur le scénario à privilégier pour les années à venir.

Début 2024, 25 collectivités ont sollicité le Département afin de réactiver la démarche. Le Comité de pilotage (COFIL) a par conséquent été réuni par Monsieur le Préfet et Madame la Présidente du Doubs à l'automne 2024 en présence des EPCI et des communes qui gèrent une station d'épuration de plus de 1000 équivalents habitants.

Il avait conclu aux décisions suivantes :

- Solliciter d'une période transitoire de 5 ans auprès de l'INAO (Institut national de l'origine et de la qualité) pour continuer l'épandage de boues sur les zones AOP (avant une interdiction définitive) afin de permettre de poursuivre la réflexion de manière plus sereine et de laisser le temps aux collectivités de mener les investissements nécessaires pour s'adapter,
- Réaliser une étude complémentaire plus fine des scénarios identifiés dans l'étude initiale : épandage distant sur les secteurs propices, création d'une filière compostage dans le département et structuration d'une filière incinération.

Dans cette perspective, un cahier des charges a été coconstruit avec les partenaires techniques et financiers de la démarche en vue de la consultation des bureaux d'étude. A l'issue de cette procédure, le Département a retenu le cabinet Alliance Environnement, qui avait déjà réalisé l'étude initiale. Le volet relatif à l'étude de la filière « épandage distant » a quant à lui été confié à la Chambre d'agriculture.

Cette étude, cofinancée par l'Agence de l'eau, l'Agence de la transition écologique (ADEME) et la Région Bourgogne-Franche-Comté, a démarré le 16 avril dernier via notamment l'organisation d'une première réunion du Comité technique (COTECH) en avril 2025.

A présent, ce deuxième COTECH a vocation à présenter l'état d'avancement de l'étude et préparer le COFIL du 25 novembre.

3. Présentation de l'étude

La présentation projetée est disponible en annexe de ce compte rendu.

Mise à jour des données et scénarios de compostage

Après un rappel des objectifs de l'étude, **Alliance Environnement** a présenté la mise à jour des données de production de boues et des exutoires sur la période 2021–2023. Les informations principales sont les suivantes :

- **Production moyenne** d'environ **8 400 tonnes (T) de matière sèche** par an,
- **Baisse significative** de la production depuis 2021 (post-Covid),

- **Équivalent en matière brute** : environ 70 000 T,
- **Disparité des productions en fonction des territoires**,
- **Plus de 90% des gisements valorisés en agriculture** (épandage direct ou retours au sol après compostage),
- **75% du gisement des zones en tension** est actuellement **composté**.

La suite de la présentation permet de faire le point sur la capacité actuelle des plateformes de compostage (PFC) mobilisées et les scénarios d'internalisation du compostage sur le territoire du Doubs :

- **22 000 T** de capacité disponible par réajustement des flux sur les 6 PFC,
- **10 000 T** supplémentaires via les évolutions réglementaires prévues (2026–2027),
- **Gisement non composté actuellement des zones en tension** compris entre **4000 et 5000 T**.

Les scénarios possibles sont les suivants :

- **Statu quo**,
- Création d'une **PFC générale à l'échelle départementale**,
- Création de plusieurs **PFC intermédiaires**,
- Création de plusieurs **PFC rustiques**.

Pour chaque scénario de création d'une plateforme de compostage, une version couverte et non couverte ont été présentées avec les coûts d'investissement et de fonctionnement correspondants.

Scénario d'épandage distant

Dans le cadre de l'étude d'une filière d'épandage agricole à distance des sites de production de boues, 3 scénarios sont proposés par la **Chambre Interdépartementale d'agriculture 25–90** :

- L'installation d'unité(s) de déshydratation/chaulage **dans chaque EPCI** avec transport ensuite des boues déshydratées vers les secteurs propices,
- **La création d'un à 2 sites centralisés** de traitement des boues produites en zone tendue, avec transport ensuite des boues vers les zones propices,
- Le maintien de la **filière actuelle** en identifiant les parcelles encore aptes à l'épandage au sein de chaque EPCI.

La **Chambre d'Agriculture** présente dans un premier temps les résultats de l'enquête réalisée auprès des exploitants du département :

- **1 857** mails envoyés aux agriculteurs,
- **69 réponses complètes** (3% de taux de réponse),
- **54 exploitations** en secteur AOP, **15** hors AOP,
- **90%** engagés dans des cahiers des charges (principalement AOP),

- **38%** inscrits dans un plan d'épandage,
- **80%** de ceux inscrits prennent régulièrement des boues,
- **70%** des agriculteurs ne s'annoncent pas intéressés par le compost de boues.

Ce questionnaire a permis de mettre en avant les freins chez les non preneurs (crainte de la présence d'éléments indésirables, logistique trop lourde ou difficultés d'échange avec les producteurs de boues), mais aussi les conditions pour accepter les boues (analyses supplémentaires, boues déshydratées et chaulées, garantie sanitaire).

Dans un second temps, la Chambre a présenté les surfaces disponibles pour l'épandage respectivement pour chaque EPCI, mettant ainsi en avant une très forte hétérogénéité des disponibilités, en identifiant à la parcelle les secteurs encore aptes pour un épandage distant. Un travail doit encore être mené en retirant les zones soumises à contraintes environnementales et en tenant compte du taux d'acceptation des agriculteurs.

4. Questions et remarques diverses

Sur les délais de mise en place de l'interdiction d'épandage sur parcelles AOP

Mme Barteau (DDT 25) précise que la demande de période transitoire demandée auprès de l'INAO a été actée pour une durée de 5 ans.

M. Gaillard (ASCOMADE) se demande si c'est uniquement un accord officieux ou si l'accord est officiel, dans la mesure où rien n'est encore inscrit dans les cahiers des charges.

Mme Barteau explique avoir reçu un retour positif des AOP et de l'INAO et que bien que pour l'instant rien n'a encore été retranscrit de manière officielle, cette période transitoire s'appliquera bien.

Mme Mercier (CCLL) demande des précisions sur les modalités de mise en place de cette période transitoire et surtout si cette période devra être demandée individuellement par tous les exploitants qui souhaitent en bénéficier ou bien si celle-ci sera automatique.

Mme Barteau ne peut répondre à date à cette question dans la mesure où les modalités de mise en place n'ont pour l'heure pas été retranscrites. M. le Préfet avait toutefois fait une demande de période transitoire automatique et non au cas par cas.

M. Vernier (Département 25) confirme ces propos après des échanges avec l'URFAC qui laissent à penser que c'est bien une automaticité de la dérogation qui sera inscrite dans le cahier des charges et non une demande par agriculteur. Cette formalisation devrait être effective début 2026 mais sera confirmée par une communication officielle de l'URFAC d'ici la fin de l'année.

Sur l'étude de méthanisation du Grand Belfort

M. Vurpillot (PMA) informe le COTECH que la communauté d'agglomération du Grand Belfort lance une étude de la méthanisation de ses boues d'épuration.

M. Demoly (GBM) rappelle que si la méthanisation permet de traiter des boues d'épuration, cela n'élimine pas la gestion des déchets produits en sortie du méthaniseur. La méthanisation permet une réduction volumique mais le digestat devra être valorisé en compostage ou épandage en sortie du méthaniseur.

Sur la diminution des volumes de boues constatée les 3 dernières années

L'état des lieux actualisé met en évidence une baisse significative du volume de boues traitées en 2023 et **M. Parra (Département 25)** interroge les collectivités sur ce phénomène, notamment au niveau de deux STEP de PMA.

Selon **M. Vurpillot**, plusieurs explications sont possibles :

- En 2023, moins de boues liquides ont été dépotées en tête de station,
- 2023 a constitué une année compliquée pour l'épandage en raison de la météo. Un surstockage en fin d'année a pu engendrer des glissements dans les sorties de STEP.

M. Demoly met en avant le risque de double comptage des volumes si on tient compte des boues dépotées en tête de station.

M. Parra indique que dans le rapport, le volume de production retenu ne fera pas apparaître les volumes dépotés dans la mesure où ils seront déjà comptabilisés dans les volumes produits par les STEP réceptrices. Ces volumes apparaîtront néanmoins dans les modalités de traitement retenues. De plus, la question de ces fortes variations sur certaines STEP sera approfondie.

Une erreur sur les différentes filières de valorisations pour les boues du Val Marnaysien est présente dans le document : il n'y a pas de boues incinérées. Ces boues sont envoyées en enfouissement.

Sur les scénarios de création d'une plateforme de compostage (PFC) dans le Doubs

M. Granados (Agence de l'Eau) se demande si la question du portage financier et du mode de gouvernance de la ou des plateformes qui seraient créées ont été étudiées et indique que si la question de la déshydratation se pose, l'Agence de l'Eau est en mesure de financer à hauteur de 50 à 70%, l'achat de ce type de matériel, que l'équipement soit fixe ou mobile.

Concernant le mode de gouvernance et de financement (public/privé/parténariat public-privé, ...), **M. Lopes (Alliance Environnement)** indique que cela ne fait pas partie de ce qui sera étudié dans la tranche ferme. Ces questions seront traitées en cas de mobilisation de la tranche optionnelle.

M. Marquis (SIEVO) s'interroge sur les débouchés possibles du compost qui serait produit dans le Doubs.

M. Lopes confirme qu'un point de vigilance pour la création d'une ou plusieurs PFC dans le Doubs concerne la valorisation du compost produit et des lixiviats sur les parcelles agricoles. Le cahier des charges AOP ne permettra pas d'épandre ces produits donc il faudra prendre en considération les mêmes contraintes que pour l'épandage distant et valoriser le compost sur des distances plus lointaines augmentant ainsi les coûts de traitement en entrée de PFC.

En effet, les exploitants agricoles ne prendront pas à leur charge un coût de transport du produit fini trop important. Ainsi, le compost est généralement valorisé dans un rayon de 25 à 30km autour des PFC, ce qui ne sera pas possible dans le cas de PFC créées au cœur de la zone en tension.

Sur la sécurité sanitaire liée à la valorisation agricole directe et indirecte des boues

M. Demoly questionne le COTECH sur l'avenir des filières de valorisation agricole directe et indirecte avec les nouvelles évolutions réglementaires à venir (décret socle commun, interdiction d'épandage en zone AOP, actualités liées aux PFAS, ...), la pression des consommateurs sur le monde agricole qui imposent des cahiers des charges de plus en plus contraignants et la protection de la ressource en eau sur les aires d'alimentation de captages. Toutes ces contraintes exercent une forte pression sur la profession agricole qui pourraient décider demain de ne plus prendre globalement de boues ou de composts. Il s'agit pour **M. Demoly** d'une question primordiale qui doit être traitée collectivement pour essayer d'amener de la connaissance et des solutions afin de ne pas subir les futures évolutions de la filière boues. Selon lui, cela pourrait prendre la forme d'une étude sur les données analytiques disponibles telles que les analyses de sol mais aussi réaliser des analyses sur les produits issus des terres ayant bénéficié d'épandages. Il faudrait ainsi que les collectivités sollicitent le Département et l'Agence de l'Eau pour la mise en place d'une étude de ce type.

Sur la cartographie des zonages AOP

Il est demandé des précisions sur les cartes des parcelles éventuellement mobilisables pour les épandages agricoles.

Mme Muller (Chambre d'Agriculture) précise que les parcelles identifiées en vert sur les cartes sont bien en zone AOP, mais leur exploitation ne relève pas du cahier des charge des AOP car il n'y est pas produit de lait destiné aux AOP (grandes cultures, production de lait standard, systèmes équins, ovins, caprins, ...).

Sur les surfaces épandables

Dans cette version de la présentation, les surfaces disponibles sont identifiées sans tenir compte du facteur d'acceptation des exploitants agricoles. Pour la suite de l'étude et dans le cadre du futur COPIL, il est décidé de retenir après différents échanges, la valeur de 20% de taux d'acceptation des boues de la part des exploitants et donc de ne retenir que 20% des surfaces disponibles par secteur. De plus, en prévision du COPIL, un approfondissement des surfaces disponibles sera effectué avec le retrait des surfaces soumises à contraintes environnementales (bandes tampons de cours d'eau, aires d'alimentation de captages, ...). En réponse à la question de certains participants, les surfaces en agriculture biologique sont déjà retirées des surfaces épandables.

Enfin, bien que la chambre d'agriculture ait accès aux coordonnées des exploitants concernés, conformément au RGPD, il n'est pas possible de communiquer ces informations.

Sur le décret socle commun

M. Gaillard interroge le COTECH sur l'état d'avancement du décret socle commun.

Mme Barteau explique que différents textes sont en consultation au niveau national et de l'Europe.

5. Planning et suite de l'étude

Tenue du COPIL le 25 novembre 2025.